

**Compte-rendu du Comité Syndical du Pôle  
Mardi 6 avril 2021 à 18 heures  
A la salle annexe du gymnase de L'ISLE-SUR-SEREIN**

Le mardi 6 avril 2021 à 18 heures, le Comité Syndical du Pôle, légalement convoqué, s'est réuni à la salle de la Communauté de Communes du Serein à L'ISLE-SUR-SEREIN, sous la présidence de Monsieur Pascal GERMAIN.

**15 Délégués titulaires présents** : Angélo ARENA, Paule BUFFY, Jean-Yves CAULLET (arrivé à l'OJ n° 5), Sylvie CHARPIGNON, Xavier COURTOIS, Pascal GERMAIN, Marie-Laure GRIMARD, Didier IDES, Cloria JAOLAZA (arrivée à l'OJ n° 4), Nathalie LABOSSE, Nadine LEGENDRE, Jean-Marie MAURICE, Stéphane MOREL, Gérard PAILLARD et François ROUX.

**1 Déléguée titulaire excusée ayant donné un pouvoir de vote** : Marie-Claire LIMOSIN a donné pouvoir à Gérard DELORME.

**2 Délégués titulaires arrivés en cours de séance en ayant donné un pouvoir de vote** : Jean-Yves CAULLET a donné pouvoir à Louis VIGOUREUX (jusqu'à l'OJ n° 4 inclus) et Cloria JAOLAZA a donné pouvoir à Jacqueline DE DEMO (jusqu'à l'OJ n° 3 inclus).

**Assistent à la réunion** : Antoine NICOL (Directeur), Guillaume PAPIN (Chef de projet) et Patricia GENTY (Assistante administrative).

|  |              |
|--|--------------|
| Date de la convocation                             | 31 mars 2021 |
| Délégués titulaires en fonction                    | 16           |
| Délégués titulaires présents                       | 15           |
| Délégué suppléant présent ayant un pouvoir de vote | 1            |

**Secrétaire de séance** : Nathalie LABOSSE.

- Le Président souhaite la bienvenue à tous les Délégués présents et présente les excuses susvisées ainsi que celles de Monsieur Hervé DESRUELLE (Président du CDT).
- Monsieur Xavier COURTOIS, Président de la Communauté de Communes du Serein souhaite la bienvenue au Comité Syndical du PETR du Pays Avallonnais.
- Le Président rappelle l'ordre du jour qui ne suscite aucune observation.

**O.J N° 1 : APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA SÉANCE DU JEUDI 17 DÉCEMBRE 2020**

Aucune remarque n'étant formulée, **le compte-rendu est ADOPTÉ à l'unanimité.**

**O.J N° 2 : INFORMATIONS DIVERSES DU PRÉSIDENT**

Le Président informe qu'il n'a pas d'informations à communiquer.

**O.J N° 3 : RESSOURCES HUMAINES**

**1°) Suppression d'un poste d'Adjoint administratif** (*Rapporteur : le Président*) : à la suite des explications apportées en cours de séance, le Président propose au Comité Syndical du Pôle de délibérer pour :

- Supprimer un poste vacant d'Adjoint administratif qui n'a aucune raison d'être maintenu, Et, le cas échéant,
- L'autoriser à mettre en œuvre la présente décision.

**Le Comité Syndical, après en avoir délibéré et par un vote à main levée à l'unanimité,**

- **VALIDE** la suppression du poste d'adjoint administratif,
- **AUTORISE** le Président à mettre en œuvre la présente délibération.

**2°) Modification du tableau des effectifs** : (*Rapporteur : le Président*) : considérant la décision prise à l'OJ n° 3/1, le Président propose au Comité Syndical du Pôle de délibérer pour valider le nouveau tableau des effectifs tel qu'il est distribué en cours de séance.

**Le Comité Syndical, après en avoir délibéré et par un vote à main levée à l'unanimité, VALIDE le nouveau tableau des effectifs tel qu'il a été présenté en cours de séance.**

**Contrat de maîtrise d'œuvre de la Maison des étudiants en santé** (Rapporteurs : Madame Nathalie LABOSSE et le Président) : le Président rappelle que le maître d'œuvre de la Maison des étudiants en santé, le cabinet d'architecture CHAMOIN-MELSENS, a sollicité la résiliation de son marché le liant au PETR du Pays Avallonnais. Il explique qu'un différend entre le maître d'œuvre et l'entreprise en charge du gros œuvre est à l'origine de cette situation. Le Président indique que le PETR du Pays Avallonnais a sondé un nouvel architecte afin de prendre la suite de ce dossier et il propose au Comité Syndical du Pôle de délibérer pour valider la résiliation de l'actuel contrat de maîtrise d'œuvre du cabinet d'architecture CHAMOIN-MELSENS, étant précisé que la rupture de ce contrat sera réalisée à l'amiable et ne donnera lieu à aucune compensation financière de chacune des deux parties. Madame Nathalie LABOSSE expose l'avancement des travaux qui se poursuivent dans des conditions relativement bonnes grâce au suivi de l'Agence Technique Départementale de l'Yonne (Assistance à la maîtrise d'ouvrage) et du bureau de contrôle. Elle souligne que le chantier a pris beaucoup de retard par rapport au calendrier prévisionnel et précise que la mise en service des locaux est toujours escomptée pour le 1<sup>er</sup> novembre 2021.

- En réponse à Monsieur Gérard DELORME, le Président indique qu'une nouvelle consultation pour le marché de maîtrise d'œuvre pourrait être lancée si la proposition en cours de négociation dépassait le seuil des 40 000,00 euros.
- En réponse à Madame Nadine LEGENDRE s'interrogeant sur le fait que l'architecte puisse se retirer du chantier sans pénalités alors que cette décision fragilise le déroulement des travaux, le Président convient que la situation est inconfortable pour le PETR du Pays Avallonnais mais qu'elle semble inéluctable pour assurer une reprise du chantier dans de bonnes conditions.
- Monsieur Xavier COURTOIS rappelle la difficulté pour une structure comme le PETR du Pays Avallonnais de porter ce type de projet et indique, qu'à sa connaissance, c'est la première fois qu'un architecte demande à être dessaisi d'une telle mission. Il informe, selon les informations qu'il a pu recueillir, que les raisons pour lesquelles l'architecte a pris cette décision sont d'ordre technique et s'étonne que la collectivité n'ait pas pris le parti de son maître d'œuvre.

Le Président et le Directeur exposent les différends techniques qui ont opposé l'architecte et l'entreprise en charge du gros œuvre. Le Président explique qu'après une expertise indépendante sur ces différends, il a convoqué l'ensemble des parties à une réunion de conciliation à laquelle l'architecte ne s'est pas présenté. Au cours de cette réunion, il indique que l'Agence Technique Départementale de l'Yonne et le bureau de contrôle ont validé les travaux réalisés et les préconisations de l'entreprise pour la poursuite du chantier. C'est sur la base de ces avis que le Président explique avoir ordonné la reprise des travaux générant ainsi la décision de l'architecte de demander la résiliation de son marché de maîtrise d'œuvre.

**Le Comité Syndical, après en avoir délibéré et par un vote à main levée à l'unanimité,**

- **VALIDE** les conditions de résiliation du marché de maîtrise d'œuvre du cabinet CHAMOIN-MELSENS,
- **AUTORISE** le Président à signer tous les documents inhérents à cette délibération.

**1°) Contrat de coopération public-public dans le cadre du Service d'Accompagnement à la Rénovation Énergétique et d'EFFILOGIS – Maison individuelle** (Rapporteurs : Monsieur Didier IDES et le Chef de projet) : dans le cadre du dispositif régional EFFILOGIS – Maison individuelle, Monsieur Didier IDES explique que le PETR du Pays Avallonnais a validé son engagement dans la création d'une Plateforme territoriale de rénovation énergétique (PTRE). A ce titre, il rappelle que la collectivité a signé deux conventions financières avec le Conseil Régional Bourgogne Franche-Comté (animation du programme et accompagnement des particuliers). Au cours de l'année 2020, Monsieur Didier IDES indique que l'État a mis en place un nouveau dispositif financier dénommé « Service d'Accompagnement à la Rénovation Énergétique (SARE) » qui permet à la Région de co-financer les PTRE-EFFILOGIS via les certificats d'économies d'énergie à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2021 pour une durée de 3 ans. Ainsi, il indique que le déploiement du SARE oblige la Région et les PTRE-EFFILOGIS à contractualiser au sujet des modalités de coopération. A la suite des explications complémentaires apportées par le Chef de projet, Monsieur Didier IDES propose au Comité Syndical de délibérer pour

- Valider l'engagement du PETR du Pays Avallonnais auprès du Conseil Régional de Bourgogne Franche-Comté,
- Autoriser la signature du contrat de coopération public-public au titre de la mise en œuvre du service EFFILOGIS – Maison Individuelle dans le cadre du SARE  
Et, le cas échéant,
- Autoriser le Président à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de cette décision.
  - En réponse à Madame Nadine LEGENDRE s'interrogeant sur les difficultés d'accès au service *Ma Prime RÉNOV'*, le Chef de projet explique que cette problématique est nationale et du fait de l'Etat, précisant que les conseillers ne peuvent malheureusement rien faire pour contourner ce problème.
  - En réponse à Monsieur Xavier COURTOIS demandant un point d'information sur le déroulement de la mission EFFILOGIS-Maison Individuelle portée par le PETR du Pays Avallonnais et, notamment, sur son volet financier qui semble poser des problèmes d'ordre juridique au vu des statuts du PETR du Pays Avallonnais et des intercommunalités membres, le Président confirme ce qu'il a dit et répondu à ces mêmes questions lors de la réunion du bureau syndical, en présence d'élus de la Communauté de Communes du Serein, qui s'est tenue le 30 mars 2021 : il ne sera pas nécessaire de modifier les statuts mais qu'il conviendra que :

- *Soit les Communautés de Communes reprennent la délibération initiale décidant de confier la maîtrise d'ouvrage de ce dispositif au PETR du Pays Avallonnais afin de fixer les modalités de versement des subventions aux ménages par ce même PETR du Pays Avallonnais,*
- *Soit les Communautés de Communes et le PETR du Pays Avallonnais signent une convention territoriale prévue dans les statuts afin, notamment, de fixer les modalités de versement des subventions aux ménages par ce même PETR du Pays Avallonnais,*

*Le Président rappelle qu'il a été convenu de refaire le point au mois de mai prochain selon le retour des services de l'Etat.*

**Le Comité Syndical, après en avoir délibéré et par un vote à main levée à l'unanimité :**

- **VALIDE l'engagement du PETR du Pays Avallonnais auprès du Conseil Régional Bourgogne Franche-Comté dans le cadre du dispositif SARE,**
- **AUTORISE la signature du contrat de coopération public-public au titre de la mise en œuvre du service EFFILOGIS – Maison individuelle et du programme SARE,**
- **AUTORISE le Président à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**2°) Festival des solutions écologiques** (*Rapporteur : le Président*) : Le Président explique que le Conseil Régional Bourgogne-Franche-Comté a lancé un appel à projets dans le cadre du « Festival des solutions écologiques » qui aura lieu du 6 au 12 septembre 2021, afin de valoriser les initiatives en faveur de la transition écologique. Il explique que le PETR du Pays Avallonnais souhaite s'inscrire dans cette démarche qui permettrait d'organiser une journée d'information autour de la rénovation énergétique et, notamment, pour présenter le dispositif EFFILOGIS – Maison individuelle aux habitants en recourant aux services d'un bureau d'études énergéticien. Il précise, selon le budget prévisionnel présenté en cours de séance, que cette opération pourrait être financée à 100% par le Conseil Régional Bourgogne Franche-Comté et ne serait inscrite au budget 2021 qu'à la condition expresse d'une réponse favorable. Le Président propose au Comité Syndical du Pôle de délibérer pour :

- Valider l'action et son plan de financement,
- Autoriser le Président à solliciter toutes subventions inhérentes à ce projet auprès du Conseil Régional Bourgogne Franche-Comté,
- L'autoriser à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente décision.

**Le Comité Syndical du Pôle, après en avoir délibéré et par un vote à main levée à l'unanimité :**

- **VALIDE l'action présentée et son plan de financement,**
- **AUTORISE le Président à solliciter toutes subventions inhérentes à ce projet auprès du Conseil Régional Bourgogne Franche-Comté,**
- **AUTORISE le Président à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

#### O.J N° 6 : PROJET ALIMENTAIRE DE TERRITOIRE

**Candidature à l'appel à projets national « Programme National pour l'Alimentation »** (*Rapporteurs : Monsieur Didier IDES et Madame Nathalie LABOSSE*) : Monsieur Didier IDES rappelle que les deux Communautés de Communes ont missionné le PETR du Pays Avallonnais pour porter un Projet Alimentaire de Territoire. Il explique que la thématique alimentaire fait partie des objectifs du Projet de territoire et du SCoT du Pays Avallonnais. Il précise que la CCAVM a identifié le PETR du Pays Avallonnais comme porteur de l'action sur l'alimentaire dans le cadre de son Contrat de transition écologique. Après avoir rappelé le résultat constructif et favorable de la contribution du Conseil de Développement Territorial sur cette thématique, Madame Nathalie LABOSSE propose au Comité Syndical du Pôle de délibérer pour :

- Valider la candidature du PETR du Pays Avallonnais à l'appel à projets national « Programme National pour l'Alimentation » préconisée par le Conseil de Développement Territorial, Et le cas échéant,
- Autoriser le Président à mettre en œuvre la présente décision.
  - *Monsieur Xavier COURTOIS s'inquiète de la multiplication des dispositifs portés par le PETR du Pays Avallonnais et de l'incidence que cela pourrait avoir sur le fonctionnement de la collectivité. Il note également une certaine redondance entre le SCoT, le Contrat local de santé et ce projet de Programme Alimentaire de Territoire. Le Président explique que le Contrat local de santé cible des actions très spécifiques liées à l'alimentaire mais n'aborde pas la question de l'alimentaire sous tous les angles. Le Directeur ajoute qu'il n'y a pas de redondance entre les dispositifs car le CLS et le SCoT fixent des préconisations et un cadre d'actions que le Programme Alimentaire Territorial a pour objectif de préciser sous la forme d'un plan d'actions détaillé.*

**Le Comité Syndical du Pôle, après en avoir délibéré et par un vote à main levée à l'unanimité :**

- **VALIDE la candidature du PETR du Pays Avallonnais à l'appel à projets national « Programme National pour l'Alimentation » préconisée par le Conseil de Développement Territorial,**
- **AUTORISE le Président à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

#### O.J N° 7 : TOURISME

**Projet de signalétique « randonnée »** (Rapporteurs : Madame Sylvie CHARPIGNON et le Directeur) : Madame Sylvie CHARPIGNON rappelle la délibération du Comité Syndical du Pôle en date du 6 juillet 2020 qui a validé le projet de signalétique « randonnée » et précise que ce dossier a bien évolué depuis cette date. Elle indique qu'il s'agit de mettre en valeur vingt boucles locales de randonnée par de la signalétique et un balisage adapté et précise :

- L'Office de Tourisme du Grand VÉZELAY assurera la conception graphique d'un panneau de départ pour chaque circuit,
- L'association Terre de Légendes encadrera la pose des mobiliers qui sera réalisée par l'ESAT de l'ISLE-SUR-SEREIN.

Madame Sylvie CHARPIGNON informe que l'évolution du projet permet une économie du budget revu à 41 000,00 euros (cf. : 50 000,00 euros initialement prévus) avec une subvention LEADER au taux de 80%. Elle propose au Comité Syndical du Pôle de délibérer pour :

- Autoriser le Président à solliciter les Communautés de Communes membres pour qu'elles confient la maîtrise d'ouvrage de ce projet au PETR du Pays Avallonnais,

Et, le cas échéant,

- Autoriser le Président ou son représentant à signer tous les documents inhérents à la présente décision.
  - *En réponse à Monsieur Stéphane MOREL s'interrogeant sur la possibilité d'intégrer de nouvelles boucles de randonnée à ce projet, le Directeur explique que ce projet n'intégrera pas de nouvelles boucles dans l'immédiat mais la question pourrait être réabordée plus tard en fonction de l'évaluation de l'action.*

**Le Comité Syndical du Pôle, après en avoir délibéré et par un vote à main levée à l'unanimité :**

- **AUTORISE le Président à solliciter les Communautés de Communes membres pour qu'elles confient la maîtrise d'ouvrage de ce projet au PETR du Pays Avallonnais,**
- **AUTORISE le Président à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

## O.J N° 8 : CULTURE

**1°) Contrat Local d'Éducation Artistique** (Rapporteurs : Madame Sylvie CHARPIGNON et le Directeur) : Madame Sylvie CHARPIGNON rappelle que le Contrat Local d'Éducation Artistique du PETR du Pays Avallonnais arrive à échéance à la fin de l'année scolaire 2020/2021. Elle explique que le bilan de ce premier CLEA est très positif puisqu'il aura permis de proposer des animations artistiques à plus de 700 enfants en trois ans, tout en permettant d'associer une dizaine de compagnies culturelles du territoire, ce qui démontre la richesse de l'Avallonnais en la matière. Madame Sylvie CHARPIGNON ajoute que les partenaires (DRAC, Conseil Départemental de l'Yonne et Education Nationale) sont favorables à la reconduction du CLEA pour les trois prochaines années. Elle propose au Comité Syndical du Pôle de délibérer pour :

- Décider de renouveler le Contrat Local d'Éducation Artistique pour la période scolaire 2021/2024,  
Et, le cas échéant,
- Autoriser le Président à signer tous les documents inhérents à la présente décision.

- *Monsieur Stéphane MOREL demande si ce renouvellement s'accompagnera d'une hausse des subventions et si les actions seront limitées au cadre scolaire.*

*Le Directeur explique que les subventions seront maintenues à hauteur de 20 000,00 euros par la DRAC et 5 000,00 euros par le Conseil Départemental de l'Yonne. Concernant l'ouverture des actions du CLEA au-delà du cadre scolaire, il explique que c'était l'une des demandes du Pays Avallonnais à la signature du contrat mais que le dispositif a failli de ce point de vue. Toutefois, le Directeur souligne que les partenaires ne semblent pas opposés à une ouverture au périscolaire et à l'extra-scolaire sur le prochain contrat.*

- *Monsieur Xavier COURTOIS explique que la CCS ambitionne de financer Monthelon pour mener des actions dans les Accueils de loisirs de son territoire. Il souhaite que cette initiative puisse être mentionnée dans les discussions à venir du prochain contrat afin d'appuyer l'ouverture vers des animations hors temps scolaire.*
- *Monsieur Didier IDES demande comment les autres territoires administrent leur CLEA : le Directeur explique que le fonctionnement de l'Avallonnais est un peu différent des autres territoires icaunais car le grand nombre d'acteurs culturels présents lui permet de mettre en place un système d'appel à candidatures qui garantit le renouvellement des acteurs impliqués. De plus, il souligne l'appui de l'antenne de l'Education Nationale d'AVALLON qui permet de toucher des établissements différents chaque année. Dans d'autres CLEA portés par des communes ou des EPCI, il précise que la problématique d'un plus petit nombre d'établissements et d'acteurs culturels conduit à mobiliser les mêmes acteurs culturels dans les mêmes établissements chaque année.*
- *Monsieur Jean-Yves CAULLET souligne l'importance de renouveler les compagnies culturelles impliquées pour créer de l'émulation.*

**Le Comité Syndical du Pôle, après en avoir délibéré et par un vote à main levée à l'unanimité :**

- **VALIDE le renouvellement du Contrat Local d'Éducation Artistique pour la période scolaire 2021/2023,**
- **AUTORISE le Président à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

**2°) Cinéma itinérant** (Rapporteurs : Madame Sylvie CHARPIGNON et le Directeur) : compte tenu du contexte sanitaire, Madame Sylvie CHARPIGNON explique que le cinéma itinérant est actuellement à l'arrêt et qu'une reprise des projections en salle ne devrait vraisemblablement pas intervenir avant septembre prochain. En revanche, elle explique que les séances estivales en plein air devraient pouvoir se tenir et propose d'ajouter quatre nouvelles séances comme cela était le cas l'an dernier dès lors que le budget primitif 2021 le permettrait. Madame Sylvie CHARPIGNON souhaite que la sélection des sites de projection soit réalisée sur la base du vivier des candidatures de l'an dernier et ajoute que le financement LEADER ne sera

pas possible une quatrième fois sur ce même projet. Elle explique que cette situation est préoccupante car le projet n'aura pas connu une seule année de fonctionnement normal permettant une bonne évaluation. En conséquence, Madame Sylvie CHARPIGNON expose la possibilité de modifier la demande de subvention afin d'y intégrer l'année 2022 ce qui permettrait de disposer d'une année complémentaire de financement en espérant pouvoir évaluer au mieux une année complète de circuit en salle si la situation sanitaire évolue favorablement. Elle propose au Comité Syndical du Pôle de délibérer pour :

- Modifier le projet actuel et la demande de subvention en approuvant une extension sur l'année 2022,
- Autoriser l'ajout de quatre dates en plein air pour l'été 2021, à défaut d'une reprise préalable des séances en salle,
- Approuver la sélection 2021 des sites en plein air sur la base des candidatures 2020, Et, le cas échéant,
- Autoriser le Président à mettre en œuvre la présente décision.
  - En réponse à Monsieur Xavier COURTOIS demandant la possibilité de diffuser un court métrage réalisé par des jeunes du territoire de la CCS avant les séances, le Directeur explique que c'est possible comme cela est déjà le cas avec une vidéo de l'Office de tourisme depuis deux ans et précise que toute autre vidéo ayant un intérêt pour la valorisation du territoire peut également être projetée.
  - En réponse à Madame Nadine LEGENDRE s'interrogeant de ne pas voir d'entrées dans les recettes du budget primitif de la collectivité, le Directeur rappelle que les séances de plein air sont gratuites au public et que les entrées du cinéma itinérant sont encaissées par PANORAMIC qui en reverse une partie au CNC.

**Le Comité Syndical du Pôle, après en avoir délibéré et par un vote à main levée à l'unanimité :**

- **VALIDE la modification du projet actuel et de la demande de subvention en approuvant une extension sur l'année 2022,**
- **AUTORISE l'ajout de quatre dates en plein air pour l'été 2021,**
- **APPROUVE la sélection 2021 des sites en plein air sur la base des candidatures 2020,**
- **AUTORISE le Président à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.**

## O.J N° 9 : AFFAIRES FINANCIÈRES

**1°) Compte de gestion 2020 (Rapporteur : le Président) :** le Président propose au Comité Syndical du Pôle de délibérer pour constater la concordance des écritures entre le compte de gestion du Trésorier et le compte administratif 2020 et pour déclarer que le compte de gestion, dressé pour l'exercice 2020, n'appelle ni observation, ni réserve, étant précisé que l'ensemble des documents budgétaires inhérents au compte de gestion est consultable au siège du Comité Syndical du Pôle d'équilibre territorial et rural du Pays Avallonnais sis 10 rue Pasteur 89200 AVALLON.

**Le Comité Syndical du Pôle, après en avoir délibéré et par un vote à main levée à l'unanimité,**

- **CONSTATE la concordance des écritures entre le compte de gestion du Trésorier et le compte administratif 2020,**
- **DÉCLARE que le compte de gestion, dressé pour l'exercice 2020, n'appelle ni observation, ni réserve, étant précisé que l'ensemble des documents budgétaires inhérents au compte de gestion est consultable au siège du Comité Syndical du Pôle d'équilibre territorial et rural du Pays Avallonnais sis 10 rue Pasteur 89200 AVALLON.**

**2°) Compte administratif 2020 :**

- **Désignation d'un Président de séance pour l'examen du compte administratif 2020 (Rapporteur : le Président) :** conformément à l'article L.2121-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président rappelle qu'il peut assister à la présentation du compte administratif mais ne doit pas participer au vote de celui-ci. Il propose au Comité Syndical du Pôle de délibérer afin de procéder à la désignation de Madame Nathalie LABOSSE, 1<sup>ère</sup> Vice-présidente, comme Présidente de séance.

**Le Comité Syndical du Pôle, après en avoir délibéré et par un vote à main levée à l'unanimité, DÉSIGNE Madame Nathalie LABOSSE, 1<sup>ère</sup> Vice-présidente, comme Présidente de séance.**

- **Examen et vote du compte administratif 2020 (Rapporteur : Madame Nathalie LABOSSE) :** après les avoir présentés, Madame Nathalie LABOSSE propose au Comité Syndical du Pôle de délibérer pour arrêter et voter les résultats définitifs du compte administratif 2020 tel qu'ils sont synthétisés ci-dessous, étant précisé que l'ensemble des documents budgétaires inhérents au compte administratif est consultable au siège du Comité Syndical du Pôle d'équilibre territorial et rural du Pays Avallonnais sis 10 rue Pasteur 89200 AVALLON :

| CA 2020   | Fonctionnement | Investissement |
|-----------|----------------|----------------|
| Dépenses  | 465 183,28     | 316 435,99     |
| Recettes  | 424 920,34     | 304 969,00     |
| Résultats | - 40 262,94    | -11 466,99     |

- Madame Nadine LEGENDRE constate l'augmentation des frais bancaires au budget, estime que l'ensemble des prêts auxquels le PETR du Pays Avallonnais a recours représentent une somme trop importante et s'inquiète de l'endettement de la structure.

Le Président explique que le PETR du Pays Avallonnais a recours à une ligne de trésorerie pour son fonctionnement du fait des versements à N+2 des fonds européens qui permettent de maintenir une cotisation à 4,00 euros par habitant

mais fragilisent la trésorerie de la structure d'où le recours obligatoire à cette ligne de trésorerie d'une année ainsi qu'à un crédit relais de trois ans.

Par ailleurs, le Président explique que le PETR du Pays Avallonnais a contracté deux prêts classiques :

- En 2018, un prêt de 72 000,00 euros sur 10 ans pour financer des investissements en mobilier et le solde du Schéma de cohérence territoriale,
- En 2020, un prêt de 150 000,00 euros sur 25 ans pour financer un reste à charge de la Maison des étudiants en santé.

Le Président explique qu'une étude va être menée pour aborder stratégiquement le mode de gestion à retenir pour la Maison des étudiants en santé en lien avec la récupération totale ou partielle du FCTVA afin d'éviter ou de limiter au maximum un nouveau recours à l'emprunt.

- En réponse à Madame Nadine LEGENDRE s'interrogeant sur l'importance des remboursements de la CCAVM concernant l'ingénierie du PETR du Pays Avallonnais, le Président explique :
  - Que la Chargée de communication du PETR du Pays Avallonnais réalise 20% de son temps de travail au service de la CCAVM tel que cela avait été prévu au moment de son recrutement,
  - Concernant le Chargé d'urbanisme, il s'est agi pour la CCAVM de rembourser quatre mois de salaire chargé de l'agent mis à disposition pour reprendre le PLUi de la CCAVM suite à la défaillance du bureau d'études en charge du dossier.

Le Président rappelle que le Chargé d'urbanisme avait, dans un premier temps, suivi l'élaboration du PLUi de la CCAVM en accompagnement du bureau d'études avec un financement prévu dans la contribution de base versée par la CCAVM et rappelle, à nouveau, que la CCS pourra bénéficier du même service si elle décide de se lancer dans l'élaboration de son Plan local d'urbanisme intercommunal.

**Le Comité Syndical du Pôle, après en avoir délibéré et par un vote à main levée à l'unanimité (le Président ne prenant pas part au vote), ARRÊTE et VOTE les résultats définitifs du compte administratif 2020 tel qu'ils sont présentés et synthétisés ci-dessus, étant précisé que l'ensemble des documents budgétaires inhérents au compte administratif est consultable au siège du Comité Syndical du Pôle d'équilibre territorial et rural du Pays Avallonnais sis 10 rue Pasteur 89200 AVALLON.**

**3°) Affectation des résultats 2020 (Rapporteur : le Président) :** le Président propose au Comité Syndical du Pôle de délibérer pour décider de l'affectation des résultats 2020 telle qu'elle est proposée ci-dessous :

| Compte administratif 2020 | Résultats 2020 | Comptes d'affectation 2021 |
|---------------------------|----------------|----------------------------|
| Investissement            | - 11 466,99    | 001                        |
| Fonctionnement            | - 40 262,94    | 002                        |

**Le Comité Syndical du Pôle, après en avoir délibéré et par un vote à main levée à l'unanimité, DÉCIDE l'affectation des résultats 2020 telle qu'elle est proposée ci-dessus.**

**4°) Contribution 2021 des Communautés de Communes membres (Rapporteur : le Président) :** considérant l'élaboration du budget primitif 2021 et, notamment, que le programme EFFILOGIS – Maison individuelle fait l'objet d'un financement spécifique pour le reste à charge par les Communautés de Communes membres, le Président propose au Comité Syndical du Pôle de délibérer pour maintenir et fixer à 4,00 euros par habitant le montant de la contribution des Communautés de Communes membres pour l'année 2021 (cf. : nombre d'habitants INSEE au 1<sup>er</sup> janvier 2021).

**Le Comité Syndical du Pôle, après en avoir délibéré et par un vote à main levée à l'unanimité, MAINTIENT et FIXE à 4,00 euros par habitant le montant de la contribution des Communautés de Communes membres pour l'année 2021.**

**5°) Adoption du budget primitif 2021 (Rapporteur : le Président) :** après l'avoir présenté, le Président propose au Comité Syndical du Pôle de délibérer pour adopter le budget primitif 2021 équilibré en dépenses et en recettes et synthétisé comme suit :

| Budget primitif 2021 | Fonctionnement | Investissement |
|----------------------|----------------|----------------|
| Dépenses             | 683 165,76     | 1 179 515,93   |
| Recettes             | 683 165,76     | 1 179 515,93   |

- En réponse à Monsieur Xavier COURTOIS, le Président confirme que les 20 000,00 euros supplémentaires, en dépenses de la section d'investissement au titre de la Maison des étudiants en santé, sont une anticipation d'une éventuelle hausse du coût de la maîtrise d'œuvre générée par la reprise du contrat par un nouvel architecte.
- En réponse à Monsieur Stéphane MOREL demandant si la décision de supprimer un poste (cf. : OJ n°3/1) générerait une baisse de la masse salariale, le Président répond que cette suppression n'aura aucune incidence budgétaire puisque le poste était vacant.
- Monsieur Xavier COURTOIS estime que les sommes versées par la CCAVM pour l'ingénierie du PETR du Pays Avallonnais (Chargé de communication et Chargé d'urbanisme) constituent une forme de hausse de la contribution. Il ajoute que le fait de candidater à de nombreux appels à projet est intéressant pour le PETR du Pays Avallonnais mais contribue à augmenter les besoins en ingénierie. Il souligne que cela aura forcément un impact sur les contributions des EPCI et estime que cela nécessite un dialogue étroit entre les deux EPCI.

**Le Comité Syndical du Pôle, après en avoir délibéré et par un vote à main levée à l'unanimité, ADOPTE le budget primitif 2021 tel qu'il a été présenté.**

**6°) Mission de balisage des sentiers de randonnée 2021 sous maîtrise d'ouvrage de l'Association « Terre de Légendes » (Rapporteur : le Président) :** le Président propose au Comité Syndical du Pôle de délibérer pour l'autoriser à signer une convention tripartite avec l'Association Terre de Légendes et le Comité Départemental de Randonnée Pédestre de l'Yonne pour le renouvellement de l'aide de 2 000,00 euros au titre de l'année 2021.

**Le Comité Syndical du Pôle, après en avoir délibéré et par un vote à main levée à l'unanimité, AUTORISE le Président à signer une convention tripartite avec l'Association Terre de Légendes et le Comité Départemental de Randonnée Pédestre de l'Yonne pour le renouvellement de l'aide de 2 000,00 euros au titre de l'année 2021.**

**7°) Avenants aux conventions de mise à disposition de personnel du PETR du Pays Avallonnais à la Communauté de Communes AVALLON-VÉZELAY-MORVAN (Rapporteur : le Président) :** pour faire suite à la signature de deux conventions pour la mise à disposition de personnel du PETR du Pays à la Communauté de Communes AVALLON-VÉZELAY-MORVAN au titre des compétences « Communication » et « Urbanisme », le Président propose au Comité Syndical du Pôle de délibérer pour l'autoriser à signer un avenant à chacune des deux conventions afin de modifier les modalités financières de remboursement au PETR du Pays Avallonnais pour :

- Le temps passé par la Chargée de communication au sein ladite Communauté de Communes,
- Les prestations de conseils et de renseignements promulguées par l'Ingénieur urbanisme.

**Le Comité Syndical du Pôle, après en avoir délibéré et par un vote à main levée à l'unanimité, AUTORISE le Président à signer un avenant à chacune des deux conventions afin de modifier les modalités financières de remboursement au PETR du Pays Avallonnais pour :**

- **Le temps passé par la Chargée de communication au sein ladite Communauté de Communes,**
- **Les prestations de conseils et de renseignements promulguées par l'Ingénieur urbanisme.**

|                                       |
|---------------------------------------|
| <b>O.J N° 10 : QUESTIONS DIVERSES</b> |
|---------------------------------------|

*En réponse à Madame Nadine LEGENDRE, le Président confirme le départ du Directeur, Monsieur Antoine NICOL et informe de sa décision, en concertation avec le Bureau Syndical, de promouvoir Monsieur Guillaume PAPIN au poste de Directeur à compter du lundi 7 juin 2021.*

L'ordre du jour étant épuisé, **la séance est levée à 21 heures 30**

**TABLEAU DES EFFECTIFS DU PERSONNEL AU 1er avril 2021**

| Filières       | Catégories | Cadres d'emploi       | Grades                            | Postes                         | Durée hebdomadaire de service | Effectifs |
|----------------|------------|-----------------------|-----------------------------------|--------------------------------|-------------------------------|-----------|
| Administrative | A          | Attaché               | Directeur territorial             | Directeur                      | 36 heures 30                  | 1         |
| Technique      | A          | Ingénieur             | Ingénieur territorial             | Chef de projet                 | 36 heures 30                  | 1         |
| Technique      | A          | Ingénieur             | Ingénieur territorial             | Chargé de mission              | 36 heures 30                  | 1         |
| Administrative | C          | Adjoint administratif | Principal 2 <sup>ème</sup> classe | Secrétaire-comptable           | 32 heures                     | 1         |
| Administrative | B          | Rédacteur territorial | Principal 2 <sup>ème</sup> classe | Animateur-Gestionnaire Leader  | 36 heures 30                  | 1         |
| Administrative | B          | Rédacteur territorial | Principal 2 <sup>ème</sup> classe | Chargé de communication        | 36 heures 30                  | 1         |
| Administrative | B          | Rédacteur territorial | Principal 2 <sup>ème</sup> classe | Animateur Habitat Energie      | 36 heures 30                  | 1         |
| Administrative | B          | Rédacteur territorial | Principal 2 <sup>ème</sup> classe | Accompagnateur Habitat Energie | 36 heures 30                  | 1         |

| PETR du Pays Avallonnais  |   | Compte administratif 2020 et budget 2021 |                   |                   |          | 06/04/2021                              |                   |                   |                    |                                      |                   |
|---------------------------|---|--|-------------------|-------------------|----------|---|-------------------|-------------------|--------------------|--------------------------------------|-------------------|
| Section de fonctionnement |   |  |                   |                   |          |   |                   |                   |                    |                                      |                   |
| Dépenses                  |   |  |                   |                   | Recettes |   |                   |                   |                    |                                      |                   |
| N° cptes                  | Libellés  | BP 2020                                  | CA 2020           | BP 2021           | N° cptes | Libellés                                | BP 2020           | CA 2020           | Restes à percevoir | Libellés                             | BP 2021           |
| 60611                     | Eau   | 250,00                                   | 178,39            | 250,00            | 7087     | Prestations CCCVT                       | 8 448,68          | 8 448,68          |                    |                                      |                   |
| 60612                     | EDF   | 2 100,00                                 | 1 190,90          | 2 000,00          |          |   |                   |                   |                    |                                      |                   |
| 60632                     | Matériel de bureau et petit équipement          | 2 750,00                                 | 478,22            | 2 250,00          | 7471     | Etat-DRAC (CLEA) 2020                   | 20 000,00         | 20 000,00         |                    |                                      |                   |
| 6064                      | Fournitures de bureau                           | 1 400,00                                 | 745,89            | 1 400,00          |          |   |                   |                   |                    | Agence Régionale de Santé            |                   |
| 6068                      | Produits d'entretien et divers                  | 1 330,00                                 | 1 288,83          | 1 000,00          | 74718    | Agence Régionale de Santé               |                   |                   |                    | Ingénierie                           | 21 250,00         |
| 6132                      | Loyer   | 14 000,00                                | 11 985,87         | 19 300,00         |          | Ingénierie 2020                         | 21 250,00         | 21 250,00         |                    | Etude PAT (CCAVM)                    | 10 000,00         |
| 6135                      | Location matériel (photocopieuse)               | 5 750,00                                 | 5 459,76          | 6 000,00          |          |   |                   |                   |                    |                                      |                   |
| 614                       | Autres charges locatives (ascenseur)            | 400,00                                   | 375,76            | 400,00            | 7472     | Conseil Régional BFC                    |                   |                   |                    | Conseil Régional BFC                 |                   |
| 6156                      | Entretien, réparation, maintenance de matériel  | 2 680,00                                 | 2 679,89          | 3 500,00          |          | Ingénierie 2019                         | 18 887,54         | 18 887,54         |                    | Ingénierie                           | 53 200,00         |
| 615228                    | Travaux entretien bâtiment                      | 0  | 0                 | 0                 |          | Soirée des internes 2019                | 1 447,25          | 1 447,25          |                    | EMI ingénierie et communication      | 76 560,00         |
| 6161                      | Assurances                                      | 3 488,00                                 | 3 488,00          | 3 600,00          |          | Ingénierie 2020                         | 54 000,00         | 51 168,51         |                    | EMI dossiers                         | 34 450,00         |
| 6182                      | Documentation et abonnement                     | 1 850,00                                 | 1 748,33          | 1 850,00          |          | Session d'accueil + accueil internes    | 2 500,00          | 1 459,14          |                    | Accueil (Utrecht + étudiants)        | 2 725,00          |
| 6184                      | Formation des agents                            | 520,00                                   | 520,00            | 2 000,00          |          | EMI 2020 (ingénierie + communication)   | 54 266,00         | 43 412,80         |                    | Hébergements étudiants               | 6 400,00          |
| 6281                      | Adhésion CAUE                                   | 4 053,00                                 | 4 053,00          | 4 053,00          |          | Hébergement étudiants en santé          | 4 596,00          |                   | 2 665,00           | Hébergements étudiants 2020          | 2 665,00          |
| 6284                      | Ordures ménagères                               | 115,00                                   | 114,63            | 115,00            |          |   |                   |                   |                    |                                      |                   |
| 6218                      | Frais de nettoyage des locaux                   | 1 715,00                                 | 1 719,25          | 2 000,00          | 7473     | Conseil Départemental de l'Yonne (CLEA) | 5 000,00          | 5 000,00          |                    |                                      |                   |
| 6225                      | Indemnités de l'agent comptable                 | 100,00                                   | 0                 | 0                 |          |   |                   |                   |                    |                                      |                   |
| 6231                      | annonces et insertion                           | 1 250,59                                 | 1 250,59          | 0                 |          |   |                   |                   |                    |                                      |                   |
| 6232                      | Fêtes et cérémonies                             | 5 750,00                                 | 3 730,80          | 6 750,00          |          | Communautés de Communes membres         |                   |                   |                    | Communautés de Communes membres      |                   |
| 6237                      | Dépenses de communication                       | 10 000,00                                | 2 214,00          | 22 786,00         | 747      | CCAVM (4 €/habitants, ingénierie)       | 77 980,00         | 77 980,00         |                    | CCAVM (4 €/hab, ingénierie)          | 77 284,00         |
| 623                       | Communication EMI                               | 20 000,00                                | 0                 | 30 851,14         | 747      | CCS (4 €/habitants, ingénierie)         | 30 100,00         | 30 100,00         |                    | CCS (4 €/hab, ingénierie)            | 29 680,00         |
| 6238                      | Communication pass'santé'jeunes                 | 108,90                                   | 29,53             | 80,00             | 708      | CCAVM Chargée communication             | 8 000,00          | 7 757,74          |                    | CCAVM Chargée communication          | 12 000,00         |
| 6251                      | Frais de mission                                | 3 500,00                                 | 2 282,07          | 6 000,00          | 708      | CCAVM Chargé urbanisme                  | 16 916,71         | 16 916,71         |                    | CCAVM Chargé urbanisme               | 11 000,00         |
| 6261                      | Affranchissement                                | 2 500,00                                 | 1 887,64          | 2 000,00          | 708      | CCAVM (consommables PLUi et COM.)       | 2 500,00          | 2 525,52          |                    | CCAVM (consommables PLUi et COM.)    | 1 000,00          |
| 6262                      | Télécommunications                              | 3 750,00                                 | 3 515,60          | 5 500,00          | 708      | EMI (CCAVM, ing. + com. + dossiers)     | 31 860,00         | 5 557,93          |                    | EMI CCAVM (ing. + com. + dossiers)   | 34 660,00         |
| 627                       | Services bancaires                              | 850,00                                   | 844,00            | 400,00            | 708      | EMI (CCS, ing. + com. + dossiers)       | 12 390,00         | 2 145,34          |                    | EMI CCS (ing. + com. + dossiers)     | 13 495,00         |
| 62878                     | Charges locatives DOMANYS                       | 3 000,00                                 | 2 159,51          | 3 000,00          | 708      | EMI (surcoût CCAVM)                     | 3 937,68          | 2 925,00          |                    | Charges courantes EMI CCAVM          | 4 000,00          |
| 6288                      | CLEA  | 28 797,00                                | 12 628,15         | 30 740,85         | 708      | EMI (surcoût CCS)                       | 1 531,32          | 1 129,04          |                    | Charges courantes EMI CCS            | 1 500,00          |
|                           | Ciné itinérant                                  | 38 300,00                                | 21 429,49         | 32 000,00         |          |   |                   |                   |                    |                                      |                   |
|                           | Terre de Légendes                               | 2 000,00                                 | 2 000,00          | 2 000,00          |          |   |                   |                   |                    |                                      |                   |
| 6574                      | Subvention Syndicat charolais                   | 6 267,60                                 | 6 267,60          | 0                 | 7478     | LEADER (fonds européens)                |                   |                   |                    | LEADER (fonds européens)             |                   |
| 6574                      | Prestations/subventions dossiers EMI            | 27 750,00                                | 0                 | 59 150,00         |          | Salon Planète Habitat Énergie 2018      | 10 538,84         | 10 538,84         |                    | Ingénierie                           | 114 520,00        |
| 641                       | Salaires et charges de personnel                | 264 500,00                               | 262 493,99        | 269 000,00        |          | Mobilier logements étudiants 2018       | 845,76            | 845,76            |                    | Cinéma itinérant                     | 25 600,00         |
| 641                       | Salaires et charges de personnel EMI            | 35 605,00                                | 35 014,85         | 81 268,79         |          | Formation des élus 2018                 | 4 724,77          | 4 724,77          |                    | Communication                        | 18 228,80         |
| 653                       | Indemnités et charges des élus du CSP           | 16 200,00                                | 16 161,69         | 16 200,00         |          | Ingénierie 2019                         | 79 950,89         | 79 950,89         |                    |                                      |                   |
| 6532                      | Frais de mission du Conseil de développement    | 1 000,00                                 | 307,63            | 1 000,00          |          | Cinéma itinérant 2019                   | 8 784,01          | 8 784,01          |                    |                                      |                   |
|                           |   |  |                   |                   |          | Ingénierie 2020                         | 91 080,00         |                   | 111 007,96         | Ingénierie 2020                      | 111 007,96        |
|                           |   |  |                   |                   |          | Cinéma itinérant 2020                   | 21 616,00         |                   | 17 000,00          | Cinéma itinérant 2020                | 17 000,00         |
| 6618                      | Intérêts bancaires                              | 4 500,00                                 | 3 731,52          | 4 500,00          |          | Communication 2020                      | 8 000,00          |                   |                    |                                      |                   |
| 6745                      | Actions du Conseil de Développement Territorial | 15 000,00                                | 3 671,45          | 15 000,00         | 7588     | Location logements étudiants Domanys    | 1 310,00          | 697,85            |                    | Location logements étudiants Domanys | 4 800,00          |
| 6811                      | Dotations aux amortissements                    | 963,00                                   | 963,00            | 2 949,11          | 773      | Remboursement IRCANTEC                  | 1 845,13          |                   |                    |                                      |                   |
| 22                        | Dépenses imprévues                              | 9 613,73                                 |                   | 2 008,93          | 778      |   |                   |                   |                    | Remboursement Assurance              | 140,00            |
| 23                        | Virement à la section d'investissement          | 15 293,33                                |                   |                   | 6419     | Ind CPAM + SOFAXIS                      | 1 267,02          | 1 267,02          |                    |                                      |                   |
|                           | <b>Totaux</b>                                   | <b>559 000,15</b>                        | <b>418 609,83</b> | <b>642 902,82</b> |          | <b>Totaux</b>                           | <b>605 573,60</b> | <b>424 920,34</b> | <b>130 672,96</b>  |                                      | <b>683 165,76</b> |
|                           |   |  |                   |                   |          | <b>Exédent exercice 2020</b>            |                   | <b>6 310,51</b>   |                    |                                      |                   |
|                           | Déficit 2019 reporté                            | 46 573,45                                | 46 573,45         |                   |          |   |                   |                   |                    |                                      |                   |
|                           | Déficit 2020 reporté                            |  |                   | 40 262,94         |          |   |                   |                   |                    |                                      |                   |
|                           | <b>Totaux</b>                                   | <b>605 573,60</b>                        | <b>465 183,28</b> | <b>683 165,76</b> |          | <b>Totaux</b>                           | <b>605 573,60</b> | <b>424 920,34</b> | <b>130 672,96</b>  |                                      | <b>683 165,76</b> |
|                           | <b>Déficit de clôture 2020</b>                  |  | <b>40 262,94</b>  |                   |          |   |                   |                   |                    |                                      |                   |

Nombre total d'habitants au 01 janvier 2021 : 26 741 (CCAVM : 19 321 et CCS : 7 420)

| PETR du Pays Avallonnais |   | Compte administratif 2020 et budget 2021 |                   |                     |                   | 06/04/2021 |   |                     |                   |                   |                   |
|--------------------------|---|--|-------------------|---------------------|-------------------|------------|---|---------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Section d'investissement |   |  |                   |                     |                   |            |   |                     |                   |                   |                   |
| Dépenses                 |   |  |                   |                     |                   | Recettes   |   |                     |                   |                   |                   |
| N° cptes                 | Libellés                                  | BP 2020                                  | CA 2020           | RAR                 | BP 2021           | N° cptes   | Libellés                                  | BP 2020             | CA 2020           | RAR               | BP 2021           |
| 16441                    | Capital de l'emprunt Travaux MES (25 ans) |  |                   |                     | 5 509,98          | 10222      | FCTVA 2017                                | 17 633,00           | 17 633,00         |                   |                   |
|                          | Capital de l'emprunt (10 ans)             | 6 950,17                                 | 5 207,55          |                     | 6 990,91          | 10222      | FCTVA 2018                                | 10 527,00           | 10 527,00         |                   |                   |
|                          |   |  |                   |                     |                   | 10222      | FCTVA 2019                                | 17 330,00           |                   |                   | 17 330,00         |
| 202                      | Elaboration SCOT                          | 5 628,02                                 | 5 628,02          |                     |                   | 10222      |   |                     |                   |                   |                   |
|                          |   |  |                   |                     |                   | 1312       | Subvention Conseil Régional (SCOT)        | 5 470,00            |                   | 5 470,00          |                   |
| 2138                     | MES (AMO + MO + CT + SPS)                 | 48 260,19                                | 17 339,91         | 30 920,28           | 20 000,00         | 1318       | Subvention DSIL (MES)                     | 95 000,00           |                   | 95 000,00         |                   |
|                          | AMO : 6 657,60 (réalisé = 3 591,60)       |  |                   |                     |                   | 1318       | Subvention DETR (MES)                     | 70 000,00           |                   | 70 000,00         |                   |
|                          | MO : 36 052,59 (réalisé = 10851.81)       |  |                   |                     |                   | 1312       | Subvention Conseil Régional (LEADER)      | 350 000,00          |                   | 350 000,00        |                   |
|                          | CT + SPS : 5 550,00 (réalisé = 2 896,50)  |  |                   |                     |                   | 1312       | Subvention Conseil Régional               | 200 000,00          | 30 000,00         | 170 000,00        |                   |
|                          | Maison des étudiants en santé             | 1 000 000,00                             | 245 995,41        | 754 004,60          | 58 591,25         | 1318       | Subvention LEADER (mobilier logements)    | 5 846,00            | 5 846,00          |                   |                   |
|                          |   |  |                   |                     |                   | 1641       | Prêt classique (divers investissements)   | 72 000,00           | 72 000,00         |                   |                   |
| 2183                     | Matériel informatique                     | 6 921,00                                 | 5 962,15          | 935,10              | 1 150,00          | 1641       | Prêt classique MES                        | 244 000,00          | 150 000,00        |                   |                   |
|                          |   |  |                   |                     |                   | 1 641      | Prêt classique ou crédit relais FCTVA MES |                     |                   |                   | 196 820,00        |
| 4581                     | Signalétique (directionnelle)             | 103 340,62                               |                   | 103 340,62          |                   | 28 183     | Amortissement du matériel informatique    | 963,00              | 963,00            |                   | 2 949,11          |
|                          | Signalétique (touristique et patrimoine)  | 145 606,20                               |                   | 145 606,20          |                   | 4 582      | Subvention Conseil Régional               | 45 964,00           |                   | 45 964,00         |                   |
|                          |   |  |                   |                     |                   |            | Subvention DSIL                           | 60 000,00           | 18 000,00         | 42 000,00         |                   |
|                          |   |  |                   |                     |                   |            | Subvention DETR                           | 60 000,00           |                   |                   | 60 000,00         |
|                          |   |  |                   |                     |                   |            | CCAVM (signalétique)                      | 59 872,32           |                   | 59 872,32         |                   |
|                          |   |  |                   |                     |                   |            | CCS (signalétique)                        | 23 110,50           |                   |                   | 23 110,50         |
| 4581                     | Signalétique randonnée                    |  |                   |                     | 41 000,00         | 4582       | Subvention CRB (Leader)                   |                     |                   |                   | 32 800,00         |
|                          |   |  |                   |                     |                   |            | CCAVM (signalétique randonnée)            |                     |                   |                   | 5 904,00          |
|                          |   |  |                   |                     |                   |            | CCS (signalétique randonnée)              |                     |                   |                   | 2 296,00          |
|                          |   |  |                   |                     |                   | 21         | Virement de la section de fonct.          | 15 293,33           |                   |                   |                   |
|                          | <b>Totaux</b>                             | <b>1 316 706,20</b>                      | <b>280 133,04</b> | <b>1 034 806,80</b> | <b>133 242,14</b> |            | <b>Totaux</b>                             | <b>1 353 009,15</b> | <b>304 969,00</b> | <b>838 306,32</b> | <b>341 209,61</b> |
|                          | Déficit 2019 reporté                      | 36 302,95                                | 36 302,95         |                     |                   |            | Excédent exercice 2020                    |                     | 24 835,96         |                   |                   |
|                          | Déficit 2020 reporté                      |  |                   |                     | 11 466,99         |            |   |                     |                   |                   |                   |
|                          | <b>Totaux</b>                             | <b>1 353 009,15</b>                      | <b>316 435,99</b> | <b>1 034 806,80</b> | <b>144 709,13</b> |            | <b>Totaux</b>                             | <b>1 353 009,15</b> | <b>304 969,00</b> | <b>838 306,32</b> | <b>341 209,61</b> |
|                          | Déficit de clôture 2020                   |  | 11 466,99         |                     |                   |            |   |                     |                   |                   |                   |

RAR 2020 + BP 2021 = 1 034 806,80 + 144 709,13 = 1 179 515,93

RAR 2020 + BP 2021 = 838 306,32 + 341 209,61 = 1 179 515,93